

# Les travailleurs de l'art face à une crise sans précédent



© Rawpixel

Outre les artistes, les indépendants et salariés du secteur artistique souffrent eux aussi durement de la crise économique due à la pandémie de Covid-19. Tour d'horizon, alors que se profile un second déconfinement.

Par Roxana Azimi, Magali Lesauvage et Marine Vazzoler

**L**es chiffres font froid dans le dos : en juin, le site Artnet révélait que pas moins de 17 musées américains avaient congédié au bas mot 1350 employés, après une première vague de licenciements en mars-avril. Selon l'enquête de l'Alliance américaine des musées (AAM) publiée en novembre, un peu plus d'un musée sur deux a taillé dans ses effectifs, majoritairement dans les services d'accueil (68 %) et éducatifs (40 %). De son côté, la Tate de Londres a annoncé son intention de réduire ses effectifs de 12 %, soit environ 120 postes à plein temps. Côté galeries, la situation n'est guère plus rose. Le rapport Art Basel/UBS, publié en septembre, signalait une réduction des effectifs des galeries. De fait, 37 % des galeries dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de dollars ont pratiqué des plans sociaux. Ainsi de David Zwirner, qui en juillet s'est défait de 20 % de son équipe, soit quelque 40 employés dans le monde. Les galeries dont le chiffre d'affaires se situe entre 250 000 et 500 000 dollars, qui ne comptaient que cinq employés en moyenne au début de l'année, ont procédé aux réductions d'effectifs les plus drastiques, de l'ordre de 38 %.

En France, les dispositifs de chômage partiel figurent dans les 3,3 milliards d'euros promis au secteur culturel, qui comprennent

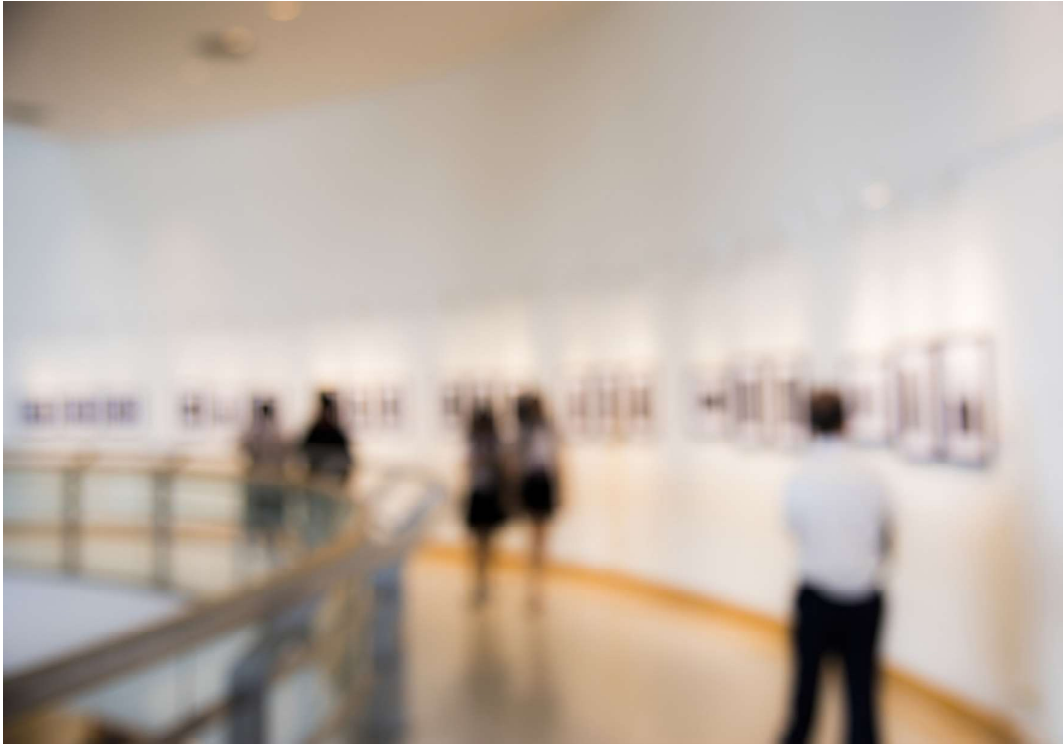


Photo Olivier Marty.

**« On observe qu'il n'y a pas de créations de postes ni de perspectives d'embauches dans les galeries. »**

**Marion Papillon**, présidente du Comité professionnel des galeries d'art.

aussi les 949 millions d'euros pour financer l'année blanche des intermittents. Sous respiration artificielle, le monde de la culture en France a pu endiguer pour le moment le chômage de masse qui frappe les États-Unis. Mais selon l'Insee, le taux de chômage en France devrait grimper à 9,7 % de la population active en fin d'année. Et le secteur culturel serait parmi les plus touchés. Un rapport publié le 7 septembre par l'OCDE est sans appel : les lieux culturels bien installés s'en sortiraient mieux que les travail- /...



© Rawpixel



© Jean Picot/Courtesy m-O conseil

**« Les gens sont prêts à chambouler beaucoup de choses. Ils se disent “puisque tout est risqué, prenons le risque.” Car aujourd’hui un salarié d’un**

**très grand théâtre n’est pas plus protégé que quelqu’un qui développe un nouveau job dans une structure qui n’existe pas encore. »**

**Mathias Ohrel**, associé dans le cabinet de recrutement m-O Conseil.

leurs indépendants et artistes, d’autant que l’activité sera ralentie dans les deux ou trois ans qui viennent. Même s’il est « *encore un peu tôt* » pour avoir des chiffres sur le sujet, explique la présidente du Comité professionnel des galeries d’art Marion Papillon, la baisse de l’activité des galeries sur l’année 2020 est une évidence. La galeriste observe aussi qu’« *il n’y a pas de créations de postes ni de perspectives d’embauches* » au sein de son secteur d’activité. Elle constate également que les galeries de moins de 10 salariés sont restées stationnaires à 75 % tandis que plus de 60 % des galeries de 10 employés et plus ont eu recours au chômage partiel.

### **Besoin de recul**

Simon\*, employé dans une galerie parisienne, avait passé son confinement à mettre à jour le site Internet et les archives tout en essayant de proposer des dossiers aux commissions d’achat du Cnap et des Frac. Quelle ne fut pas sa surprise de se voir « *brutalement* », dit-il, signifier son congé en juin. Après 40 jours de stress, sans discussion ni explications avec son employeur, il se voit exposer les reproches. Dix jours plus tard, il en était fini de 15 ans de collaboration. Impossible de retrouver du travail entre deux confinements, si ce n’est « *des petites missions facturées 200 euros en auto-entrepreneur* », indique-t-il. « *Les galeries vont fonctionner de manière très low cost plutôt que d’embaucher* », estime-t-il. Simon voudrait bien revenir à la source, travailler avec les artistes, « *mais toutes les pistes sont bloquées car eux aussi attendent des rentrées d’argent* », soupire-t-il. Il souhaite continuer à travailler dans l’art contemporain. Aller dans un autre domaine ? Quitter Paris ? Ce serait un trop grand chamboulement et un crève-cœur. « *Difficile de construire sans horizon, toutes les idées*

*ou fulgurances que tu peux avoir retombent vite* », lâche-t-il.

« *Les gens ont besoin de recul, ils sont clairement plus perdus, voient moins leur valeur, se comparent avec les autres et perdent confiance en eux*, admet Mathias Ohrel, associé dans le cabinet de recrutement m-O Conseil. *Quand on leur demande ce qu’ils ont envie de faire, ils ont du mal à mettre des mots.* » Mais, constate-t-il, ils sont « *prêts à chambouler beaucoup de choses. Ils se disent “puisque tout est risqué, prenons le risque.” Car aujourd’hui un salarié d’un très grand théâtre n’est pas plus protégé que quelqu’un qui développe un nouveau job dans une structure qui n’existe pas encore* ». Angélique Aubert, associée chez m-O Conseil, relève une envie de monter des structures de conseil : « *Les travailleurs veulent plus de liberté, être exposés à des environnements différents.* » Elle constate un appétit toujours vif des marques de luxe pour des personnalités issues de la culture. Et de rappeler le passage en 2019 de Serge Laurent du Centre Pompidou, où il s’occupait de la programmation des spectacles vivants, pour la maison Van Cleef & Arpels. Pour Mathias Ohrel, la messe n’est pas dite pour l’événementiel, car « *dès que ce sera à nouveau possible, les gens voudront vivre des choses ensemble, partager des /...*

expériences ».

Lorsqu'elle a quitté l'agence de communication culturelle dans laquelle elle était chargée des relations presse depuis trois ans, Léonie\* aspirait à « découvrir de nouvelles choses ». Si elle reconnaît « avoir appris beaucoup et travaillé sur des expositions et dossiers géniaux », elle avait malgré tout « l'impression de passer à côté de certains aspects de la communication ». Après avoir mûrement réfléchi, la jeune femme décide de se lancer en freelance. « J'avais très envie d'être indépendante, d'être davantage libre de mon temps et ne plus être soumise aux horaires de bureaux qui peuvent être un peu écrasants », précise-t-elle. Léonie décide alors d'utiliser son CPF (Compte Personnel de Formation) pour financer des formations à Pôle Emploi, suit des cours sur le web-marketing à la mairie de Paris pendant un trimestre puis se lance... Mais la crise sanitaire s'invite dans ses projets. Heureusement pour elle, les entreprises avec lesquelles elle travaille désormais se sont beaucoup tournées vers son domaine d'expertise : le numérique. La pandémie n'a donc pour l'instant pas eu d'incidence négative pour elle, et bien que Léonie ne vive pas encore de son activité (elle continue de toucher l'assurance chômage), elle dit ne pas « regretter sa décision de quitter son travail et, par capillarité, le secteur culturel ».

### Chaises musicales paralysées

Difficile, cependant, pour les plus jeunes et les contrats précaires de se projeter facilement dans un monde culturel sinistré par la crise. En CDD dans un centre d'art depuis une petite année, Nina\* jongle depuis quelques jours entre le chômage partiel et l'annonce de la non-reconduction de son contrat en raison de la fermeture, en 2021, du lieu où elle travaille. « Ce poste de chargée de communication et de développement des publics était mon premier emploi après mes études, détaille-t-elle. Mais si on m'avait proposé de continuer, je ne sais pas si j'aurais accepté. » Ce n'est cependant pas le cas et plutôt que de se laisser abattre, Nina entend profiter du temps qui lui sera offert, à partir d'avril 2021, pour « se poser et réfléchir à des projets personnels ».

Curateur indépendant, Nicolas\* observe quant à lui que si les recrutements dans les structures culturelles étaient « déjà difficiles », à l'heure actuelle « il n'y a plus de mobilité, plus de rotation dans les centres d'art : personne n'ose bouger, le jeu habituel de chaises musicales est paralysé ». Il souligne que pour les lieux d'art au budget modeste, « la crise va arriver en décalé, en 2021-2022 : les budgets vont baisser et il n'y aura pas d'ouverture de nouveaux /...



Manifestation du Collectif des Vacataires Paris Musées, début 2020.

© 2020 Twitter, Inc./MuséeParis

postes ». Cependant, pour les indépendants comme lui, les revenus proviennent de projets multiples, qui permettent de maintenir une activité : paradoxalement, même si « *les invitations spontanées sont plus rares* », les annulations des expositions importantes incitent les structures à combler les trous en accueillant des projets plus petits, et donc à faire preuve de plus de flexibilité.

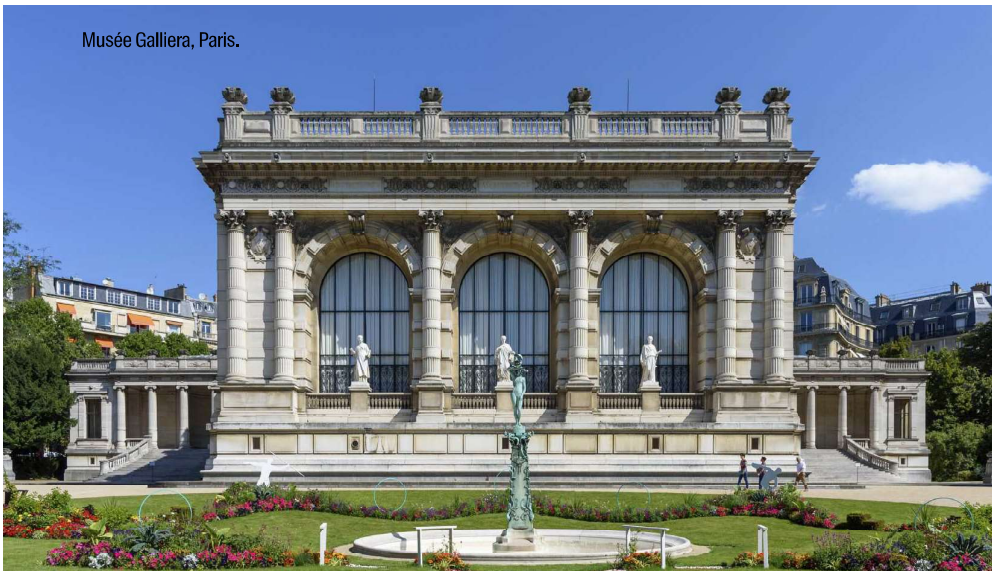
Si les fonctionnaires des musées (comme dans toute la fonction publique) n'ont pas accès au chômage partiel, et restent de fait payés même si les institutions sont fermées, les choses sont plus compliquées pour les vacataires ou les guides-conférenciers. Camille, membre du collectif de Vacataires de Paris Musées, explique que pour ce second confinement, « *la Ville de Paris a rapidement pris la décision de maintenir la paie des vacataires* », Anne Hidalgo bataillant dans un premier temps pour que les musées municipaux restent ouverts, avant de devoir plier face à l'intransigeance du gouvernement. Cependant, en raison de ce maintien de l'activité, « *certains vacataires, de manière arbitraire, ont été rappelés dans les musées pour des tâches qui ne sont normalement pas de leur ressort, comme le remboursement des billets* ». Des situations ubuesques ont suivi : à Galliera, une dizaine d'agents de surveillance ont été mobilisés, alors que le musée était fermé, essentiellement pour des raisons d'assurances. « *On n'aime pas payer les gens à ne rien faire...* », note Camille.

Ainsi Paris Musées a également proposé aux conférenciers (contractuels) d'intervenir dans des EHPAD... ce qu'ils ont refusé pour des raisons sanitaires évidentes. Pendant ce temps-là, d'un



Pancarte dénonçant la précarité dans les musées lors d'une manifestation du Collectif des Vacataires Paris Musées début 2020.

Musée Galliera, Paris.



**« Certains vacataires, de manière arbitraire, ont été rappelés dans les musées pour des tâches qui ne sont normalement pas de leur ressort. »**

**Camille**, membre du collectif de Vacataires de Paris Musées.

confinement à l'autre et une fois les élections municipales passées, les revendications sociales des vacataires de Paris Musées (lire *L'Hebdo* du 7 février 2020) restent au point mort. Celles-ci font partie d'un nouvel élan de solidarité entre travailleurs et travailleuses du milieu de l'art, sensible avant l'épidémie de Covid-19, avec des collectifs comme Art en grève ou La Buse. Mais leurs actions ont été, comme dans d'autres secteurs, figées

dans la sidération d'une crise sans précédent. Ainsi Nicolas évoque-t-il « *la fatigue militante sur le long terme* » et surtout « *la difficulté pour les plus jeunes, sans réseau ou expérience, qui actuellement ne peuvent trouver de travail dans ce milieu, ni même accéder à des jobs alimentaires en attendant* ». Pour ceux-là, la perspective d'un avenir professionnel dans l'art est un vrai casse-tête.

\* Les prénoms ont été modifiés.